

SOLIDARITES

Aide Humanitaire d'Urgence

Rapport Général du Commissaire aux Comptes

Comptes Annuels – Exercice clos le 31 décembre 2006

SOLIDARITES

Siège Social : Villa Souchet, 105 Avenue Gambetta PARIS 75020
Association

Rapport Général du Commissaire aux Comptes

Comptes Annuels – Exercice clos le 31 décembre 2006

Rapport Général du Commissaire aux comptes

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2006, sur :

- le contrôle des comptes annuels de l'association SOLIDARITES, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1 Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note XV exposée dans l'annexe indiquant que le compte annuel d'emploi et ressource est, en application l'article 9 de l'ordonnance n°2005-856 du 28 juillet 2005, présenté pour la première fois dans l'annexe des comptes annuels, et décrivant les modalités

SOLIDARITES

Exercice clos le
31 Décembre 2006

d'élaboration retenues pour établir le compte d'emploi annuel des ressources prévu à l'article 4 de la loi n°91-772 du 7 août 1991, en l'absence de référentiel comptable applicable à ce jour.

2 Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- votre Association comptabilise des fonds dédiés, conformément au plan comptable associatif. La partie VII – FONDS DEDIES – de l'annexe détaille les principes de comptabilisation retenus ainsi que les mouvements intervenus sur les fonds dédiés au cours de l'exercice. Nous nous sommes notamment assurés, sur la base de la documentation juridique obtenue et des contrôles des dépenses réalisés, de la correcte détermination des fonds dédiés à la clôture de l'exercice ;
- Comme présenté au paragraphe de l'annexe intitulé « provision pour risques et charges », votre Association constitue des provisions pour couvrir les risques liés à son activité. Sur la base des éléments disponibles à ce jour, notre appréciation des provisions et dépréciations s'est fondée sur l'analyse des processus mis en place par la direction pour identifier et évaluer les risques, sur une revue des risques identifiés et des estimations retenues, et sur un examen des événements postérieurs venant corroborer ces estimations ;
- La note XV de l'annexe expose les modalités d'élaboration retenues pour établir le compte d'emploi annuel des ressources prévu à l'article 4 de la loi n°91-772 du 7 août 1991. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre association, nous avons vérifié que, en l'absence de règles comptables applicables à l'élaboration du compte d'emploi annuel des ressources, les modalités d'élaboration du compte d'emploi sont correctement décrites dans les notes accompagnant ce compte et correspondent aux règles retenues sur l'exercice précédent. Nous nous sommes enfin assurés de la correcte mise en œuvre de ces modalités pour l'élaboration du compte d'emploi annuel des ressources.

SOLIDARITES

Exercice clos le
31 Décembre 2006

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3 Vérifications et informations spécifiques

Par ailleurs, nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du trésorier et dans les documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait au Chesnay, le 1^{er} juin 2007

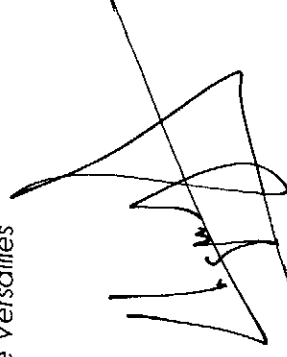
IDF Expertise et Conseil

Commissaire aux Comptes

Membre de la Compagnie Régionale de Versailles



Yves Kerveillant



Eric Chapus

	Valeur au 31/12/2006		31/12/2005	
ACTIF	Valeur brute	Amortissement & provision	Valeur nette	Valeur nette
ACTIF IMMOBILISE				
<i>Immobilisations incorporelles</i>	97 613	75 865	21 748	4 664
Frais d'établissement				
Logiciels	97 613	75 865	21 748	4 664
Autres				
<i>Immobilisations corporelles</i>	448 616	416 065	32 550	61 862
Terrains				
Constructions	68 449	58 085	10 364	
Agencements installations	2 491	2 491		
Equipements techniques	188 049	167 008	21 040	4 268
Matériel et mobilier	189 627	188 481	1 146	57 594
Matériel de transport				
Autres				
En cours				
<i>Immobilisations financières</i>	62 420	0	62 420	55 945
Participations				
Prêts				
Intérêts courus non échus				
Dépôts et cautionnements	62 420		62 420	55 945
ACTIF CIRCULANT				
<i>Total actif immobilisé</i>	608 649	491 930	116 718	123 372
<i>Stocks et en cours</i>	51 741	0	51 741	34 345
Matières premières				
Approvisionnement	51 741		51 741	34 345
En cours de production de biens ou de services				
Marchandises				
<i>Fournisseurs débiteurs immobilisations</i>				
Avances et acomptes versés sur commandes d'immobilisations				
<i>Créances et comptes rattachés</i>	9 054 020	9 054 020	9 054 020	7 703 540
Baillleurs - débiteurs divers	8 975 121		8 975 121	7 669 458
Frais de Personnel / Caisses sociales - Débiteurs	68 958		68 958	20 046
Fournisseurs débiteurs	8 740		8 740	9 250
Fournisseurs RRR et autres avoirs			0	71 787
Autres débiteurs	1 200		1 200	
<i>Disponibilités</i>	1 772 636	0	1 772 636	1 017 605
Placements : valeurs mobilières et autres	1 998		1 998	1 998
Disponibilités	1 770 638		1 770 638	1 015 607
Virements internes			0	0
Placements				
Intérêts courus non échus				
COMPTES ET REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	101 193		101 193	68 544
Etat-Produit à recevoir			0	141 492
Autres Produits à recevoir			0	46 551
Autres comptes à régulariser			0	1 803
Différences de conversion Actif	71 158		71 158	4 170
<i>Total actif circulant et assimilés</i>	172 350	0	172 350	262 561
<i>Charges à répartir sur plusieurs exercices</i>				
Primes remboursement obligations				
Intérêts d'emprunt à étaler				
Total de l'actif	11 659 395	491 930	11 167 465	9 207 422

ENGAGEMENTS DONNES

	PASSIF	31/12/2006	31/12/2005
FONDS PROPRES ET ASSIMILES	FONDS ASSOCIATIFS		
	FONDS PROPRES (fonds associatifs sans droit de reprise)	844 562	441 737
	Valeur du patrimoine intégré		
	Fonds statutaires		
	Apports sans droit de reprise		
	Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés		
	Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables		
	Écarts de réévaluation		
	Sur biens sans droit de reprise		
	Sur biens avec droit de reprise	430 619	387 138
	Report à nouveau	402 826	54 598
	Résultat		
	Réserves		
	Indisponibles		
	Statutaires ou contractuelles		
	Réglementées		
Autre (dont profit associatif)	11 117		
AUTRES FONDS ASSOCIATIFS			
FONDS ASSOCIATIF AVEC DROIT DE REPRISE			
Apports avec droit de reprise			
Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés assortis d'une obligation ou d'une condition			
Résultats sous contrôle de tiers financeurs			
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables			
Droit des propriétaires (commodat)			
TOTAL FONDS PROPRES ET ASSIMILES			
PROVISIONS	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	347 525	207 236
	Pour risques et charges	276 367	203 066
	Pour risques de change	71 158	4 170
FONDS DEDIES	FONDS DEDIES	8 597 925	6 620 680
	Sur subventions de fonctionnement	8 597 925	6 496 498
	Sur dons manuels affectés		125 182
	Sur quote ressources		
DETTES	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES D'INVESTISSEMENT		
	Capital emprunté		
	Intérêts courus non échus		
	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES DE RESOURCEMENT	137 933	269 231
	Banques	137 933	269 231
	Capital emprunté		
	Intérêts courus non échus		
	AUTRES DETTES	1 222 942	1 540 665
	Avances reçues et baillieux crédateurs	58 431	296 777
	Fournisseurs et comptes rattachés	667 536	939 700
Dettes relatives au personnel	451 216	289 936	
Dettes immobilisations et comptes rattachés			
Dépôts usagers			
Autres dettes - Programmes à réaliser	45 759	14 552	
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE			
TOTAL DETTES ET ASSIMILES	1 657 8	1 27 873	
COMPTES DE RECLAMATION	Différence de conversion Passif	16 578	127 872,59
	ENGAGEMENTS RECUS		
	Legs n'ont pas été réalisés		
Accépés par les organes statutairement compétents			
Autorisés par l'organe de tutelle			
Dons en nature restant à vendre			
TOTAL DU PASSIF	11 167 465	9 207 422	

		CHARGES		31/12/2006	31/12/2005
N° DE CPTIE		INITIULES			
63-64		COUTS DE PERSONNEL			
641...		Appointements bruts		4 523 957	3 758 013
641...		Indemnités diverses Insertion professionnelle		18 201	27 516
645/647		Charges sociales		818 636	552 769
63...		Charges fiscales et assimilées		120 167	89 555
649(c)		Indemn. journalières. Formation continue		1 635 186	241 469
648		Autre coûts			
I		TOTAL COUTS DE PERSONNEL		7 016 947	4 669 321
602/606		CONSOMMATIONS		3 277 200	1 933 649
60...		Variation de stock de matières consommables		-17 396	-14 209
60...		Alimentation		84 380	64 704
60...		Combustibles & énergie		680 336	585 108
60...		Carburant & fournitures garage		678 207	
60...		Fournitures & Etudes pour Evènementiel / Campagne Collecte		550 522	1 129 711
60...		Fournitures atelier entretien		220 815	168 336
60...		Fournitures administratives		1 080 336	
60...		Fourniture d'équipement durable Bailleurs			
60...		Fournitures vie sociale			
61/62		AUTRES SERVICES EXTERIEURS		5 807 938	7 040 967
611...		Sous-traitance			
612...		Crédit-bail		6 034	
613...		Locations & charges locatives		2 036 612	1 986 163
615...		Entretien & réparations extérieurs			
615...		Contrats d'entretien		231 759	214 460
615...		Entretien & réparation matériel de transport & divers		61 148	315 448
616...		Primes d'assurances		13 622	18 123
617/618		Etudes, caissions, documentations			
621...		Personnel extérieur		228 769	196 526
622...		Honoraires et divers		106 894	796 928
623...		Information, publicité		348 663	306 806
624...		Transports		1 552 232	2 084 142
625...		Déplacements, missions, réceptions		943 702	889 228
626...		Service bancaires		156 503	127 903
627		Divers		3 146	3 350
628		Autres impôts		118 853	101 888
63					
65		AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE		5 591 734	5 933 666
651		Aides: achats - Assurances		5 556 655	5 811 098
655		Quote-part des services gérés en commun			
654		Peres sur créances irrécouvrables		37 558	119 379
657		Subventions internes de fonctionnement			
658		Autres charges de gestion courante divers		1 027	3 189
658		Dépenses inéligibles		-3 506	
695		Impôt sur les sociétés (SPMLN)			
II		TOTAL AUTRES CHARGES		14 676 972	14 908 282
681...		AMORTISSEMENTS & PROVISIONS ET ENGAGEMENTS			
681...		Dotations aux amortissements		75 416	93 259
681...		Dotations aux provisions		203 465	100 098
689...		Engagements à réaliser		8 197 568	6 620 680
661		CHARGES FINANCIERES			
661		Intérêts bancaires		50 955	39 063
666		Peres de changes		166 048	81 175
668		Autres charges financières			
III		TOTAL DOTATIONS PROV. CHARGES FINANCIERES		8 493 453	6 934 276
A		TOTAL DES CHARGES DE FONCTIONNEMENT COURANT		30 486 471	26 511 979
6714		Créances irrécouvrables			
672		charges sur exercices antérieurs		68 226	13 515
6711/2		Autre charges exceptionnelles		48 640	47 981
6718		pénalités- amendes fiscales et sociales			1 341
687		Dotations excep. amortissements et provisions			
6874		Dotations fonds de trésorerie			
V		TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES		116 866	62 836
C		TOTAL DES CHARGES		30 603 337	26 574 714
VII		Excédent de fonctionnement		402 826	54 998
VI		TOTAL		31 006 163	26 629 312
86...		CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
86...		Secours en nature			
86...		Mise à disposition gratuite de biens et services		5 590 279	8 350 421
86...		Personnel bénévole			
VIII		TOTAL DES CHARGES		36 193 616	34 925 135

		PRODUITS	
N° DE C/PTE	INTITULES	31/12/2006	31/12/2005
7	PRODUITS DE L'ACTIVITE PRINCIPALE (avec détail des rubriques spécifiques)		
	Cotisations	1 083	1 688
	Dons	2 707 605	2 479 482
	Legs et donations		39 549
	Ventes diverses (calendriers autres...)	3 278	24 854
	Subventions de fonctionnement		
	Produits liés à des financements réglementaires	21 743 407	23 633 121
	Ventes de dons en nature		
IX	TOTAL PRODUITS DE L'ACTIVITE PRINCIPALE	24 455 372	26 178 694
708	Produits d'activité annexe Terrain	358	
7082	Prestations aux usagers		
7083	Prestations aux tiers		
72	Production d'immobilisations	6 328	138 979
74	Subventions d'exploitation	3 731	2 772
75	Autres produits de gestion courante	171 921	83 081
76	Produits financiers	88 821	185 352
78 1...	Reprises de provisions		
789...	Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs	6 220 323	
79	Transferts de charges	11 299	1 532
IV	TOTAL PRODUITS EN ATTENUATION DE CHARGES	6 502 781	411 716
B	TOTAL DES PRODUITS DE FONCTIONNEMENT COURANT	30 958 153	26 590 409
787	Reprise sur provisions pour créances douteuses		
772	Produits sur exercices antérieurs	20 352	53
771	Autres produits exceptionnels	24 363	36 007
775	Produits de cession des immos	3 295	2 843
VIII	TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS	48 010	38 903
D	TOTAL DES PRODUITS	31 006 163	26 629 312
VIII	Deficit de fonctionnement		
TOTAUX	TOTAUX	31 006 163	26 629 312
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
87...	Bénévolet		
875	Dons en nature	5 590 279	8 350 421
87...	Prestations en nature		
IC	TOTAL DES PRODUITS	36 596 442	34 979 733

ANNEXES AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

1. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

I - METHODES RETENUES

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses suivantes:

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptable d'un exercice à l'autre
- Indépendance des exercices

Certains changements de comptabilisation sont à noter sur l'année 2006.

II - IMMOBILISATIONS

Les immobilisations corporelles et incorporelles d'une valeur supérieure à 500 euros sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les immobilisations corporelles sont constituées majoritairement d'achats de véhicules, de radios et de matériel informatique destinés aux actions humanitaires.

Les immobilisations incorporelles sont constituées de logiciels acquis et de licences

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur localisation et de leur nature suivant le tableau ci-après:

<i>Localisation du bien</i>	<i>Nature du bien</i>	<i>Durée d'amortissement</i>	<i>Mode d'amortissement</i>
Siège	Logiciel standard	1 an	Exceptionnel
Siège	Adaptations logicielles	3 ans	Linéaire
Siège	Matériel de bureau et informatique fixe	4 ans	Linéaire
Siège	Matériel informatique portable	3 ans	Linéaire
Siège	Agencements	5 ans	Linéaire
Terrains	Matériel de bureau et informatique	1 an	Linéaire
Terrains	Matériel de transport	1 an ou 2 ans*	Linéaire
Terrains	Matériel de Télécommunications	1 an	Linéaire

* *Les véhicules du Sri Lanka et Indonésie sont amortis sur 2 ans*

Les immobilisations acquises sur le terrain sont amorties sur un an, exception faite du matériel de transport au Sri Lanka et en Indonésie qui est amorti sur deux ans, et ce pour refléter à la fois l'usure inhabituelle due aux conditions d'utilisation ainsi que les risques de détérioration, vol, pannes plus élevés qu'au siège. Cette disposition est en vigueur depuis l'exercice 1997.

L'objectif de cette règle est de mieux refléter la valeur moyenne de nos actifs immobilisés.

III - STOCKS

Les stocks sont constitués :

1 - Fournitures Consommables liées à l'activité de la communication et de la collecte. Ils sont évalués selon la méthode FIFO («First In, First Out» - Premier entré, Premier sorti)

2 – Matériel informatique acheté en lot et envoyé sur le terrain sur BCI (bon de commande interne). Ils sont évalués selon la méthode FIFO («First In, First Out» - Premier entré, Premier sorti).

IV - CREANCES

Les créances sont distinguées en trois sous-ensembles:

- Créances sur Contrats Bailleurs
- Créances Fournisseurs
- Créances Sociales (Personnel et caisses sociales)

Ces créances sont enregistrées pour leur valeur nominale. L'ensemble de ces créances est à moins d'un an.

Sur certaines créances devenues douteuses, une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la probabilité de non recouvrement de créances est avérée.

Les créances en devises sont ajustées en fonction des taux moyens de décembre 2006.

V – LIQUIDITES ET EXIGIBILITES IMMEDIATES EN DEVISES

A Paris, le pool bancaire de l'association fournit les moyens financiers complémentaires pour financer les activités des missions avant que les bailleurs institutionnels ne remboursent SOLIDARITES. Ce pool a été l'objet d'un avenant pour faire rentrer la CDC (Caisse des Dépôts et Consignations) à partir de début 2005. Selon ce nouvel accord, l'ouverture de crédit est consentie à SOLIDARITES par les banques comme suivant: La BNP Paribas accorde un crédit en USD ou en euros à hauteur de la contre-valeur de 675.000 €. Le Crédit Lyonnais accorde une ligne en euros à hauteur de 540 000 € et en dollars à hauteur de la contre valeur dollar de 135 000 €. Le Crédit coopératif accorde une ligne euros à hauteur de 400000 €. La Caisse des Dépôts et Consignations accorde une ligne dollars à hauteur de la contre valeur dollar de 245 000 €.

VI - CHANGEMENT DE METHODE

Les charges constatées d'avance, les factures non parvenues et les provisions pour congés payés des volontaires ou du personnel local; informations issues des missions; ne sont plus comptabilisées dans leur ensemble car comme expliqué dans les annexes de 2005; elles sont pour la majeure partie d'entre elles affectables sur des contrats Bailleurs et n'entrent pas dans le calcul des fonds dédiés. Leur impact sur le résultat de l'association n'est donc pas justifié.

Au cas par cas, les dépenses en fonds propres sont analysées et rattachées à l'exercice qui les concerne.

VII – LES FONDS DEDIES

Les fonds dédiés sont comptabilisés conformément aux dispositions du règlement 99-01 du CRC.

Méthodologie:

A la signature du contrat Bailleur ou de tout avenant au contrat, comptabilisation au débit du compte 467100 – Tiers : N° contrat – du montant total de la subvention en devises si stipulé sur le contrat en contrepartie du compte 758210.

Pendant certains contrats en devises font l'objet d'une comptabilisation étalée à partir des notifications partielles des bailleurs (UNICEF, PAM...) obtenus sur présentation par Solidarités des dépenses réelles sur contrat ou notifications de dons en nature.

1^{ère} hypothèse : Le programme se termine en N+1

Au 31/12/N : A partir des dépenses effectivement faites sur le terrain et au siège (coût Paris) ou parfois engagées au 31/12/N, les DAC qui représentent les charges administratives du Siège prises en compte par le bailleur sont calculées.

Le total des charges imputables au contrat sont donc constituées des dépenses ou engagements augmentés des DAC.

Le fonds dédié représente la différence entre la subvention comptabilisée sur le contrat Bailleur et les charges imputables pour l'année N.

Méthode de comptabilisation :

689400 « Engagement à réaliser sur subventions attribuées » : au débit
194000 « Fonds dédiés sur subvention de fonctionnement » : au crédit

En N+1, à la remise du rapport final :

- Comptabilisation du report des ressources non utilisées en N ce qui équivaut à la reprise des fonds dédiés (789400 au crédit / 194000 au débit)
 - Analyse du résultat : Perte – Bénéfice
 - Analyse des litiges probables
- Cela nécessite l'enregistrement de provision pour risques et charges.
- Analyse des rejets de certaines dépenses par les bailleurs, Retraitement en 658890 – 467100 - Dépenses inéligibles
 - Analyse des sur consommations, Retraitement en 658890 - 658890 - Opérations analytiques
 - Analyse des sur évaluations d'engagements Retraitement en 658890 – 4011000 – Dépenses inéligibles
 - En cas de sous consommation, retraitement de la subvention en compte 7598210- Ajustement de subvention au débit.

2^{ème} hypothèse : Le programme se termine en N+2

En N+1, les fonds dédiés sont ajustés en fonction de l'avancement du programme par comptabilisation d'engagements complémentaires à réaliser sur subventions « contrat bailleur » ou de reports des ressources non utilisées sur subvention attribuées.

(Comptes 689400 ou 789400).

Par ailleurs, dans le cas d'un programme se réalisant sur plusieurs exercices; faisant l'objet d'un engagement en fonds dédiés et pour lequel nous avons la connaissance à la date de clôture qu'il sera déficitaire; une provision pour perte à terminaison est comptabilisée au compte 158100 afin d'éviter de faire supporter le déficit sur un seul exercice.

FONDS DEDIES PAR PAYS	Début 2006	R.A.N.U. de l'exercice (1)	Consommation des R.A.N.U des exercices antérieurs (2)	Fin 2006
010 - Fonds dédiés AFGHANISTAN	-1 461 784	519 601	-1 112 351	-869 034
060 - Fonds dédiés BURUNDI	-178 944	597 934	-178 944	-597 934
120 - Fonds dédiés RDC EST	-1 258 038	1 314 727	-1 258 038	-1 314 727
150 - Fonds dédiés COTE D'IVOIRE		2 208 473		-2 208 473
180 - Fonds dédiés LIBERIA	-198 456	759 945	-198 456	-759 945
190 - Fonds dédiés SOUDAN	-992 478	1 718 345	-992 478	-1 718 345
210 - Fonds dédiés HAITI	-62 690	209 697	-62 690	-209 697
210/230 - Fonds dédiés ASIE	-2 011 101	863 476	-1 960 177	-914 400
250 - Fonds dédiés PAKISTAN	-457 189	2 539	-457 189	-2 539
300 - Fonds dédiés R.C.A.		2 631		-2 631
TOTAL	-6 620 680	8 197 568	-6 220 323	-8 597 925

- (1) R.A.N.U : Ressources Affectées Non Utilisées
(1) En emplois dans le Compte d'Emploi des Ressources
(2) En ressources dans le Compte d'Emploi des Ressources

VIII - PROVISION POUR RISQUES ET CHARGES

Un montant de 347 524 euros est inscrit au bilan.

Il comprend des provisions pour litige pour 276 367 euros et une provision sur risque de pertes de change sur les créances et les dettes pour 71 158 euros.

IX – DETTES

Les dettes sont distinguées en cinq sous-ensembles:

- Dettes fournisseurs et comptes rattachés
- Dettes fiscales et sociales
- Subvention à affecter
- Avances reçues des Bailleurs et comptes Bailleur créditeurs
- Autres dettes

L'ensemble de ces dettes est à moins d'un an.

Les dettes en devises sont ajustées en fonction des taux moyens de décembre 2006.

X - DEPENSES POUR LES MISSIONS

Les dépenses effectuées pour les missions sont engagées soit:

- par le siège, pour le compte des missions,
- par les missions elles-mêmes

Les dépenses engagées par le siège sont prises en compte lors de la facturation du bien ou de la prestation de service.

Les dépenses par les missions sont comptabilisées dans la majeure partie des cas à la date de leur paiement. Il se peut toutefois que les missions engagent des dépenses lors de la livraison du bien, ou lors de la réalisation effective de la prestation.

XI - PRESENTATION DU COMPTE DE RESULTAT

Le modèle de compte de résultat adopté par SOLIDARITES est conforme au règlement 99-01 du CRC relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations.
Le compte d'emploi des ressources complète la lecture de l'utilisation des fonds confiés à SOLIDARITES.

XII - EFFECTIFS

Au 31/12/2006, les effectifs s'élevaient à 78,68 salariés (équivalent temps plein).

XIII - CONSEIL D'ADMINISTRATION

Les membres du conseil d'administration ne sont pas rémunérés pour leur fonction d'administrateur. Le détail des conventions réglementées est présenté dans le rapport spécial du Commissaire aux Comptes.

XIV - ENGAGEMENT HORS BILAN

L'engagement calculé au titre des indemnités de départ à la retraite SOLIDARITES est évalué à 19 408 euros. Ce montant ne fait pas l'objet de provision au niveau des comptes de l'Association.
Par ailleurs, les Droits Individuels à la Formation font l'objet d'une information individuelle auprès des salariés.

XV - COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES

Le compte d'emploi annuel des ressources est présenté en dernière page de la présente annexe.

1) Le compte d'emploi annuel des ressources de l'Association SOLIDARITES présente :

- les charges de notre Association par année et emploi en distinguant :
 - o les missions sociales, avec un détail des dépenses des opérations par pays (y compris les utilisations des contributions en nature),
 - o les frais d'appel à la générosité du public (frais de collecte et frais de traitement des dons)
 - o les frais d'information et de communication,
 - o les frais de fonctionnement de l'Association : ces frais intègrent les frais de siège, les charges financières, les provisions pour risques et charges, et les charges exceptionnelles
- Les ressources affectées non utilisées de l'exercice
- Les ressources de notre Association par année et par nature en distinguant :
 - o les produits issus de la générosité du public constitués des dons et des legs,
 - o les ressources privées issues principalement de financement d'entreprises ou d'organismes privés,
 - o les ressources institutionnelles détaillées par origine (France, Union Européenne, ONU, Coopérations Nationales et autres)

- les contributions en nature (aide alimentaire, semences et outils, matériel de première nécessité, équipement etc.),
 - les autres ressources (produits financiers, reprises de provision et produits exceptionnels)
- La consommation de ressources affectées non utilisées des exercices antérieurs

L'analyse du compte d'emploi annuel des ressources permet de calculer les ratios d'emploi des fonds de l'Association et d'analyser l'évolution de l'Association sur trois ans.

2) Nature et quantité des ressources en nature de l'organisme

- Contributions en nature concernant les programmes d'aide alimentaire : 3 399 K€
- Autres Contributions en nature : 2 191 K€

L'activité de Bénévolat au sein de SOLIDARITES reste négligeable. C'est pourquoi l'Association n'a pas procédé à une valorisation de cette ressource ni en 2006 ni en 2005.

ANNEXES AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

2. TABLEAUX DETAILLES

IMMOBILISATIONS

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS

<i>Rubriques</i>	<i>Valeur brute à l'ouverture de l'exercice</i>	<i>Augmentations</i>	<i>Diminutions</i>	<i>Valeur brute à la clôture de l'exercice</i>
Immobilisations incorporelles	74 663	22 950		97 613
Immobilisations corporelles	501 769	40 424	93 578	448 615
Immobilisations financières	55 845	23 710	17 135	62 420
TOTAL	632 277	87 084	110 712	608 649

TABLEAU DES AMORTISSEMENTS

<i>Rubriques</i>	<i>Amortissements cumulés au début d'exercice</i>	<i>Augmentations : dotations de l'exercice</i>	<i>Diminutions d'amortissements de l'exercice</i>	<i>Amortissements cumulés à la fin de l'exercice</i>
Immobilisations incorporelles	69 999	5 867		75 866
Immobilisations corporelles	439 907	69 736	93 578	416 065
Immobilisations financières	509 906	75 602	93 578	491 931
TOTAL				

PROVISION POUR RISQUES ET CHARGES

TABLEAU DES PROVISIONS

<i>Rubriques</i>	<i>Valeur brute à l'ouverture de l'exercice</i>	<i>Augmentations</i>	<i>Diminutions</i>	<i>Valeur brute à la clôture de l'exercice</i>
Provisions réglementées				
Provisions pour risques	207 236	198 102	57 813	347 524
Provisions pour charges				
Provisions pour dépréciation				
TOTAL	207 236	198 102	57 813	347 524

CREANCES

ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES A LA CLOTURE DE L'EXERCICE 2006

Créances	Montant brut	Degré de liquidité	
		Échéances à moins d'un an	Échéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Prêts			
Autres			
Créances de l'actif circulant :	9 054 019	9 054 019	
Baillleurs - débiteurs divers	8 976 321	8 976 321	
Frais de Personnel / Caisses sociales - Débiteurs	68 958	68 958	
Fournisseurs débiteurs	8 740	8 740	
Fournisseurs RRR et autres avoirs			
TOTAL	9 054 019	9 054 019	

DETTES

ETAT DES ECHEANCES DES DETTES A LA CLOTURE DE L'EXERCICE 2006

Dettes	Montant brut	Degré de liquidité	
		Échéances à moins d'un an	Échéances à plus d'un an
Emprunt obligataires	-	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit dont: - à deux ans au maximum à l'origine - à plus de 2 ans à l'origine	-	-	-
Emprunts et dettes financières divers	-	-	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	667 536	667 536	-
Dettes fiscales et sociales	451 216	451 216	-
Dettes sur immobilisation et comptes rattachés	-	-	-
Subventions à affecter	45 759	45 759	-
Avances reçues des bailleurs - Baillleurs créditeurs	58 431	58 431	-
TOTAL	1 222 942	1 222 942	-

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE / FACTURES NON PARVENUES

RECAPITULATIF CCA FNP CP PNP ANP							
	Charges Constatées d'Avance	Factures non Parvenues	CP personnel local + Volontaire	CP Salaries + CH 57% SIEGE	Autres Charges sociales à payer SIEGE	Avoirs Non Parvenu	Produits à Recevoir
Paris-Siège	98 171	113 286		75 425	55 094		
Soudan	3 021						
TOTAL	101 193	113 286		75 425	55 094		

RESULTAT FINANCIER

	Débit	Crédit
CHARGES FINANCIERES		
66100000 INTERETS BANCAIRES TERRAIN	3	
661600 INTERETS BANCAIRES SIEGE	50 953	
66600000 PERTES DE CHANGE	161 194	
6661000 RF / PERTE DE CHG	4 853	
TOTAL	217 003	
PRODUITS FINANCIERS		
76400000 REVENUS VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT		60
76600000 GAINS DE CHANGE		170 272
76800000 INTERETS BANCAIRES TERRAIN		623
768100000 INTERETS BANCAIRES SIEGE		966
TOTAL		171 921
RESULTAT FINANCIER	-45 082	

Les pertes de change totales de l'exercice s'élevaient à 166.047 euros et les gains de change à 170.272 euros. Les intérêts bancaires débiteurs représentent la rémunération des avances de trésorerie consentie par notre pool de banque (BNP Paribas, Crédit Lyonnais, BFCC, CDC)

RESULTAT EXCEPTIONNEL

CHARGES EXCEPTIONNELLES		DEBIT	CREDIT
67110000	CHARGES EXCEPTIONNELLES TERRAIN	48 502	
67120000	DIFFERENCES DE CAISSE TERRAIN		146,24
67130000	DONS ET LIBERALITES	122	
67200000	CHARGES EXCEPT S/EXERCICES ANTERIEURS	68 226	
67880000	CHARGES EXCEPTIONNELLES SIEGE	163	
	TOTAL	116 866	
PRODUITS EXCEPTIONNELS			
77100000	PRODUITS EXCEPTIONNELS TERRAIN		1 312
7718000	CESSION EQUIPEMETS DURABLES BAILLEURS		21 782
77200000	PRODUITS EXCEPT S/EXERCICES ANTERIEURS		20 352
77520000	PROD CESS° IMMO CORPO		3 295
7788000	PRODUITS EXCEPTIONNELS SIEGE		1 269
	TOTAL		48 010
	RESULTAT EXCEPTIONNEL	-68 856	

Les produits exceptionnels proviennent dans l'ensemble de cessions d'équipements durables.

Les produits sur exercices antérieurs 20 352 € correspondent à des gains sur clôtures de comptes Bailleurs ou Tiers.

Nos charges exceptionnelles proviennent essentiellement de vols subis sur nos missions 44 650 € et en particulier en RDC 24 000 € et de pertes sur des cautions irrécupérables 3 854 €.

Les charges sur exercices antérieurs correspondent pour l'essentiel à des charges non éligibles sur un contrat ECHO (9 600 euros) et à des pertes sur de vieilles créances (58 663 euros).

EFFECTIFS

	janv-06	févr-06	mars-06	avr-06	mai-06	juin-06	juil-06	août-06	sept-06	oct-06	nov-06	déc-06
SIEGE	24,98	24,50	24,37	24,90	25,69	27,23	29,69	29,63	32,73	33,63	31,60	32,45
EXPATRIES	26,94	29,46	31,06	36,27	38,48	38,00	38,13	37,74	41,54	47,03	46,20	46,23
TOTAL	51,92	53,96	55,43	61,17	64,17	65,23	67,82	67,37	74,27	80,66	77,80	78,68

La croissance des effectifs concerne surtout le nombre des salariés expatriés, augmenté par plus que 70% depuis le début de 2006.

TABLEAU DES PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES COMPTES BAILLEURS

<i>Bailleurs douteux</i>	<i>Créances valeur en euros du cpte 46716 au début exercice</i>	<i>% de créances en dépréciation</i>	<i>OD créances irrecouvrables 65410</i>	<i>Dotatio aux pro pour dépréciatio n cpte 68714</i>	<i>Reprise de prov pour dépréciation cpte 78714</i>	<i>Solde du cpte 496716</i>
AFGHANISTAN - FAO Distributions (260)	8 434		8 434		8 434	
AFGHANISTAN - PAM Distributions (300)	1 122		1 122		1 122	
MACEDOINE - AER Etude technique (360)	17 669		17 669		17 669	
ANGOLA - PAM Distributions (413)	7 952		7 952		7 952	
SOU DAN - UNICEF (419)		100%		9 533		9 533
TOTAL	35 178		35 177	9 533	35 178	9 533

COMPTE D'EMPLOI DES RESSOURCES



EMPLOIS	2006	%	2005	%
Depenses des Opérations par pays				
Afghanistan	1 632 034		1 543 286	
Indonésie	2 412 951		1 468 258	
Pakistan	836 445		1 45 945	
Sri Lanka	957 349		2 416 268	
Cote d'Ivoire	702 431		1 221 198	
Libéria	1 064 942		808 843	
Niger	276 576		76 217	
Soudan Darfour	8 171 695		9 149 265	
Burundi	1 277 158		1 547 169	
RDC (Est)	6 106 568		5 974 202	
Haiti	790 967		325 688	
Liban	49 827			
Kenya, Sud Soudan, Thaïlande	73 587			
Pays fermés avant 2006:				
Angola, Colombie, Balkans	8 613		661 467	
MISSIONS SOCIALES	24 361 143	87,0%	25 337 808	89,5%
Frais de collecte	1 155 262		1 110 303	
Frais de traitement des dons	173 728		180 417	
FRAIS D'APPEL A LA GENEROSITE PUBLIQUE	1 328 991	4,7%	1 290 720	4,6%
FRAIS D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION	203 254	0,7%	234 323	0,8%
Frais de siège	1 573 460	5,6%	1 187 914	4,2%
Charges financières	217 000	0,8%	93 183	0,3%
Provisions pour risques et charges	203 465	0,7%	100 098	0,4%
Charges exceptionnelles	108 735	0,4%	60 409	0,2%
FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'ASSOCIATION	2 102 660	7,5%	1 441 604	5,1%
RESSOURCES AFFECTÉES NON-UTILISÉES DE L'EXERCICE	27 996 049	100,0%	28 304 455	100,0%
RESSOURCES AFFECTÉES NON-UTILISÉES de l'exercice (1)	8 197 568		6 620 680	
TOTAL DES EMPLOIS (2)	36 193 616		34 925 135	
Excédent de l'exercice	402 826		54 598	
TOTAL GENERAL	36 596 442		34 979 733	

TOTAL EMPLOIS UTILISES (2) - (1) : 27 996 049 - 7,4% 28 304 455 - 81,0%

RESSOURCES	2006	%	2005	%
Don des particuliers	2 707 605		2 479 482	
Legs et donations			39 549	
Autres concours				
RESSOURCES ISSUES DE LA GENEROSITE PUBLIQUE	2 707 605	7,4%	2 519 031	7,2%
Financement d'entreprises et autres organismes privés	923 768		1 933 387	
Cotisations adhérents	1 083		1 688	
Activités annexes	3 278		24 854	
AUTRES RESSOURCES PRIVEES	928 128	2,5%	1 959 929	5,6%
Financements France	979 863		3 691 378	
Financements Union Européenne	12 033 828		11 009 143	
Financements ONU	3 559 272		3 393 570	
Financements Coopérations Nationales	4 054 980		3 334 338	
Financements Autres	191 696		271 304	
RESSOURCES INSTITUTIONNELLES	20 819 639	56,9%	21 699 734	62,0%
Don en nature PAM	3 399 221		6 164 280	
Autres dons en nature	2 191 058		2 186 141	
Bénévolat				
CONTRIBUTIONS EN NATURE	5 590 279	15,3%	8 350 421	23,9%
Autres produits exploitation	21 716		143 282	
Produits financiers	171 921		83 081	
Reprises de Provisions	88 821		185 352	
Produits exceptionnels	48 010		38 903	
AUTRES RESSOURCES	330 469	0,9%	450 619	1,3%
TOTAL DES RESSOURCES DE L'EXERCICE (3)	30 376 119	83,0%	34 979 733	100,0%
Consommation des ressources affectées non utilisées des exercices antérieurs (4)	6 220 323	17,0%		0,0%
TOTAL DES RESSOURCES	36 596 442	100,0%	34 979 733	100,0%
Déficit de l'exercice				
TOTAL GENERAL	36 596 442		34 979 733	

TOTAL DES RESSOURCES UTILISEES (3)+(4)-(1) : 28 398 874 - 77,6% 28 359 053 - 81,1%